

# 2018/4/2: Intentions, intérêts et instruments créatifs d'acteurs externes dans le Caucase du Sud (2)



## Intentions, intérêts et instruments créatifs d'acteurs externes dans le Caucase du Sud (2ème partie)

Andranik Aslanyan/Wulf Lapins

La naissance de huit nouveaux Etats dans le Caucase du Sud en Asie centrale après 1991, Etats dont cinq sont principalement peuplés par des peuples turcs et avec lesquels la Turquie (l'Empire ottoman) partage une histoire, une religion et une parenté linguistique communes après l'émigration d'ancêtres des Turcs anatoliens à partir du 10<sup>ème</sup> siècle, a conduit Ankara à l'espérance de pouvoir assumer un rôle économique et politique régional dirigeant et de surtout pouvoir établir une idéologie panturque sous forme de la création d'un bloc panturc. A cause de sa proximité géographique avec la Turquie, l'Azerbaïdjan prend, dans l'interprétation panturque, une fonction de pont vis-à-vis de l'Asie centrale. En raison de la parenté linguistique étroite, la langue azerbaïdjanaise fut souvent appelée « azerbaïdjanoturque », et les Azéris ont été désignés comme des Turcs caucasiens ou des Tartares jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle. Pour institutionnaliser les relations politiques et la coopération économique avec les Républiques turques, la Turquie a invité, fin octobre 1992, à un sommet des Etats turcs à Ankara. Ce sommet turc avait pour but de « promouvoir la coopération économique et humanitaire parmi les Etats turcs » et de « parler d'une seule voix sur le plan international » et, à ces fins, « de créer, dans un futur lointain, une alliance des Etats turcs basée sur le modèle de l'Union européenne. Lors de ce sommet, l'ancien président d'état turc Turgut Özal (1989-93) a annoncé la fondation d'un monde turc qui s'étend « de la mer Adriatique jusqu'à la grande muraille de Chine ». Ankara avait pour but de s'établir dans le Caucase et en Asie centrale comme pouvoir opposé aux ambitions et à l'influence de l'Iran, comme contrepoids à la progression revitalisante russe dans le cadre de la C.E.I. contrôlée, mais aussi comme un « recruteur » économique de marchés potentiels pour l'UE dans la région caucasienne et caspienne. En se basant sur les intentions et intérêts de la Russie, de la Turquie, de l'Iran, des USA et de l'UE dans la région, les cinq acteurs externes vont poursuivre ceux-ci avec leurs instruments politico-militaires et diplomatiques connus. Il semble que, ici aussi, la Turquie et l'Iran sont « prêts à acquiescer une sorte d'impôt de superpuissance » pour leur statut, comme le ministre allemand des affaires étrangères Sigmar Gabriel l'avait déjà remarqué dans le conflit syrien. Des pertes économiques, des condamnations diplomatiques, des pénalisations financières, beaucoup de choses sont acceptées par la Turquie pour souligner son autorité régionale et sa souveraineté nationale. Le Caucase du Sud va continuer d'agir sous forme d'un conflit dynamique comme une région géopolitique de jeu à somme nulle. Dans la géopolitique, il n'y a pas de no man's land géopolitique, mais il y a des zones grises de la lutte balancée pour l'équilibre, la dominance et l'hégémonie. Dans ce contexte, il semble illusoire de miser sur des horizons temporels plus proches pour former de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie des Etats unitaires stables. Des changements fondamentaux ou radicaux de leur statut international ne figurent pas sur l'agenda prévisible. Néanmoins, des améliorations graduelles en tant qu'effets des mesures de soutien et de subventions coopératives venant des pays de l'Ouest sont bien possibles. Les dépendances politico-économiques respectives présentées vont structurellement persister, mais sous forme de différentes nouvelles variantes et modifications. Les républiques du Caucase du Sud, c'est-à-dire la Géorgie et l'Azerbaïdjan, sont des états en difficulté à cause de leurs régions sécessionnistes. L'Arménie n'en fait pas partie parce que le conflit de Haut-Karabagh n'a pas de connotation territoriale avec l'Arménie. Formellement, ce conflit régional ne concerne pas l'Arménie parce que l'Arménie ne réclame pas le Haut-Karabagh comme son propre territoire, ni politiquement, ni selon le droit international. Néanmoins, le Haut-Karabagh devient de facto, du point de vue militaire, économique et social, progressivement une partie « intégrale » de l'Arménie. La Russie et la Turquie vont probablement continuer de ne pas manifester leur intérêt pour abandonner leurs rôles actifs dans la persistance des conflits pour plutôt agir de façon constructive et protectionniste. La promesse générale pour la Géorgie d'une adhésion à l'OTAN (sommet de Bucarest 2008) ne sera pas levée, mais un plan d'action pour l'adhésion figure sur l'agenda de l'Alliance plutôt à long terme qu'à moyen-terme. Cependant, les USA pourraient entrer avec la Géorgie dans une coopération en matière de politique de sécurité sous forme d'un « Major Non-NATO Ally » (principal allié non membre de l'OTAN). L'Europe de l'UE, avec son pouvoir de projection d'ordre limité, sera aussi dans le futur seulement capable d'agir de façon minimalement invasive. Si on considère le Caucase du Sud, les ressources, la géographie et l'histoire illustrent une fois de plus la petite marge de manœuvre politique des petits Etats pour pouvoir s'enfuir du corset des destinataires de pouvoirs externes vers des acteurs politiques autonomes.